



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par Ramola Bhar Charitable Trust, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

L'Inde héberge un tiers des pauvres de la planète. Environ 32,7 % de sa population vit en dessous du seuil international de pauvreté, soit 1,25 dollar par jour, et 68,7 % vit avec moins de 2 dollars par jour. Sur les 487,6 millions d'Indiens en activité (deuxième rang mondial), 52 % travaillent dans l'agriculture, 14 % dans le secteur tertiaire et 34 % dans l'industrie.

Plusieurs causes profondes expliquent la pauvreté en Inde. La première est l'exclusion en raison de facteurs sociaux comme la caste ou le sexe, qui conduit à un manque d'éducation et à un manque de compétitivité sur le marché mondial, ce qui perpétue l'exclusion. Le faible investissement de l'État, en général, en faveur de la qualité de l'enseignement, la valeur et la motivation des enseignants du primaire, les programmes scolaires et l'accès à l'enseignement supérieur et à l'emploi dans les services et l'industrie sont d'autres facteurs de pauvreté. On constate en outre une incapacité de tirer parti du potentiel du secteur non structuré, qui représente 93 % de la population active. Le fait que l'enseignement classique et la formation professionnelle ne sont pas coordonnés fait sérieusement obstacle au développement. Enfin, l'explosion démographique diminue l'efficacité des grands programmes de lutte contre la pauvreté.

L'indicateur de la facilité de faire des affaires est le principal baromètre d'une économie comme celle de l'Inde, où le secteur non structuré emploie 93 % de la population active. Le pays y est actuellement au cent trente-deuxième rang. La plupart des candidats à la création de petites entreprises du secteur non structuré rencontrent des difficultés, notamment au démarrage (procédures, délais, coût et obligation de réunir un capital de départ), lors du dépôt de permis de construire (procédures, délais et coût), pour l'accès à l'électricité, pour l'enregistrement des biens (procédures, délais et droits d'inscription des immeubles à usage commercial), pour obtenir des crédits, pour la protection des investisseurs, et en raison de la fiscalité.

Pour éliminer la pauvreté et réaliser l'intégration sociale et le plein emploi, une action collective coordonnée par les pouvoirs publics s'impose. Elle doit avant tout viser à :

- a) Renforcer les systèmes d'enseignement, dans le primaire et au-delà, en améliorant la qualité des enseignants et la pertinence des programmes scolaires, afin de répondre aux besoins actuels en formation professionnelle;
- b) Mettre en place un système éducatif fondé sur le mérite et sans quotas;
- c) Adapter le système d'enseignement supérieur à l'environnement concurrentiel et aux besoins de l'économie mondiale;
- d) Pour lutter contre la pauvreté et limiter l'explosion démographique, assurer particulièrement l'accès à l'éducation des communautés traditionnellement défavorisées. Il devrait y avoir un système éducatif universel dans tous les États de l'Inde, ce qui favoriserait la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux débouchés économiques;
- e) Revitaliser, en leur apportant du savoir-faire et une aide de l'État, des secteurs de l'économie indienne, notamment la tannerie, l'industrie bovine, la dinanderie, l'artisanat et les autres activités traditionnelles;

f) Exploiter l'immense patrimoine historique de l'Inde en facilitant le tourisme et créer des millions d'emplois dans ce secteur en améliorant les transports, l'hébergement et l'accessibilité;

g) Relier les voies navigables du pays afin de favoriser le commerce intérieur et international;

h) Faciliter les affaires en supprimant la paperasserie qui alourdit les demandes d'aide publique à la création de petites entreprises;

i) Pour les petites entreprises du secteur non structuré, raccourcir le délai nécessaire à l'obtention d'autorisations administratives et à l'approbation des demandes de crédit;

j) Faire appliquer efficacement les grandes conventions de l'Organisation internationale du Travail et notamment celle qui porte sur le salaire minimum;

k) Faire en sorte que l'État ait une meilleure connaissance de la composition de la population active et modifie sa politique d'aide aux petites entreprises et au secteur non structuré (qui occupent 93 % des actifs).

Principales conditions à réunir pour que l'Inde se développe

- L'enseignement, du primaire au supérieur, étant la clef de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, il faudrait accroître les ressources qui lui sont consacrées, améliorer les programmes scolaires et faire en sorte que tous y aient accès.
- L'État devrait encourager la création de nouveaux secteurs d'activité et promouvoir le savoir-faire et les produits traditionnels.
- Il faudrait aider le commerce national et l'industrie en renforçant les infrastructures.
- Sachant que 93 % de la population active appartient au secteur non structuré, il faudrait faciliter la création de petites et moyennes entreprises en allégeant les formalités administratives.